

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1910-1911.

COMMISSION DES PÉTITIONS

FEUILLETON AU 9 MARS 1911.

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
---------------------	--

- | | | |
|----|------|--|
| 1. | 409. | Le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode émet le vœu que l'arrêté royal du 5 décembre 1910, annulant les délibérations des Conseils communaux de Bruxelles et d'Ixelles, relatives à une convention pour la fourniture du courant électrique à haute tension, soit rapporté.
Même pétition des Conseils communaux de Forest, Saint-Gilles, Schaerbeek et Namur. |
|----|------|--|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | | | |
|----|------|--|
| 2. | 413. | Le Collège échevinal de Verviers transmet une délibération de son Conseil communal « revendiquant la liberté pour les communes d'exploiter, tant sur leur territoire que sur celui des communes voisines, avec toutefois le consentement de celles-ci, toutes les industries qui impliquent la disposition de la voirie. » |
|----|------|--|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

	Numéros du registre des pétitions.
Numéros d'ordre.	

3. 400. Les sieurs Gilleman, Meunier et consorts, membres du Cercle des instituteurs chrétiens de Tournai, présentent les desiderata du corps enseignant, quant au traitement et à la pension, et prient le Sénat de les accueillir.

Même pétition des membres des Cercles des instituteurs chrétiens de Thourout, Dixmude, Aywaille, Virton, Thielt, Aerseele, Zout-Leeuw, Audenarde, Leuze, Diest, Fauvillers, Wellin, Durbuy, Roulers-Iseghem, Merchtem, Marche, Arlon, Malines, Bouillon-Paliseul, Templeuve, Erezée, Louvain, Bastogne, Beauraing, Hoogstraeten, Villettes-Bra, Bottelaere, et du Conseil communal d'Audegem.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

4. 388. Le Conseil communal de Wanfercée-Baulet émet le vœu de voir « les Chambres législatives adopter le projet de pension de 600 francs par année à 50 et 55 ans, déposé par le citoyen Alfred Defuisseaux. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

5. 411. Par pétition datée de Bruxelles, les président et secrétaire du « Verbond der Vlaamsche Maatschappijen » transmettent au Sénat un ordre du jour adopté dans une réunion publique du 17 décembre dernier, relatif à la statistique des langues nationales qui résultera du recensement décennal de la population en cours.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

6. 412. Les sieurs Hubert et Vandavelde, sous-instituteurs à Wavre-Sainte-Catherine, demandent une sérieuse amélioration du barème des traitements des sous-instituteurs.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

Numéros
d'ordre. Numéros
du registre des
pétitions.

7. 414. Le Conseil communal de Charleroi émet le vœu de voir les Chambres législatives s'occuper, dans le plus bref délai possible, de la question des pensions à accorder aux vieux travailleurs.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

8. 416. Par pétition datée de Bruxelles, les président et secrétaire de la Fédération belge des Unions professionnelles de pharmaciens attirent l'attention toute spéciale du Sénat sur les abus scandaleux qui sévissent de plus en plus et qui ont trait aux « remèdes pour femmes ».

Les pétitionnaires demandent que la Législature prenne des mesures efficaces pour réprimer la provocation à l'avortement, ainsi que la vente, la mise en vente, l'exposition, l'annonce, l'affichage et la distribution à domicile ou sur la voie publique de produits, d'appareils et d'instruments anticonceptionnels; ils préconisent des majorations de peines contre les personnes de l'art qui se rendent coupables des manœuvres susdites.

Même pétition des président et secrétaire général de l'Association pharmaceutique de la province de Liège.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

9. 387. Le Conseil communal de Clabecq « proteste vivement contre la décision prise par le Gouvernement à l'égard des écoles normales provinciales du Hainaut, résolution qui porte atteinte au principe de la liberté de l'enseignement et aux droits sacrés des provinces en matière d'instruction. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

10. 417. Le nommé René Maupuy, détenu à la prison centrale de Louvain, demande sa libération.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros du registre des
d'ordre. pétitions.

11. 419. Le Conseil communal de Waesmunster émet le vœu de voir instaurer, sans retard, le flamand comme langue véhiculaire de l'enseignement à l'Université de Gand.

Même pétition des Conseils communaux de Haesdonck et Meulebeke et du sieur Borginon.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

12. 421. Le Conseil communal de Chapelle-lez-Herlaimont émet un vœu en faveur de l'allocation d'une pension, la plus large possible, à tous les travailleurs.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

13. 420. Les sieurs Van Dorpe et consorts, membres du Cercle des instituteurs communaux et adoptés de Bottelaere, préconisent des mesures tendant à rendre plus fructueuse la fréquentation scolaire dans les petites communes.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

14. 422. Le Conseil d'administration du Bureau de bienfaisance de Gand émet le vœu de voir discuter, au cours de la présente session, le projet de loi relatif à la protection des enfants moralement abandonnés.

Même pétition du Conseil d'administration du Bureau de bienfaisance de Namur.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

15. 423. Le Conseil provincial du Hainaut émet le double vœu de voir les Chambres législatives discuter et voter, dans la présente session, un projet de loi instituant, pour les ouvriers mineurs, les retraites ouvrières sur la base de l'intervention de l'ouvrier, du patron et de l'État, et de voir étendre le bénéfice de cette loi à tous les ouvriers indistinctement.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Numéros
d'ordre.

Numéros
du registre des
pétitions.

16. 415. Le Conseil communal de Saint-Gilles-lez-Bruxelles émet le vœu de voir modifier l'article 90 de la loi réorganisant le service de la garde civique, en édictant un nouveau mode de répartition plus équitable des dépenses de même nature, intéressant plusieurs communes, à l'époque où un changement est apporté dans la constitution d'un groupe.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

17. 424. Les président et secrétaire de la « Fédération libre des sociétés de secours mutuels de Bruxelles et ses faubourgs » transmettent le texte d'un ordre du jour adopté en assemblée générale de cette fédération et relatif à la question des pensions des ouvriers mineurs et des pensions ouvrières en général.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

18. 425. Par pétition datée d'Ottignies, le sieur Manèse-Piriquet, Hubert, sollicite un secours.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

19. 427. Le nommé Krick, détenu à la prison centrale de Gand, se plaint des mauvais traitements qu'il doit subir dans cet établissement et demande sa libération.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

20. 428. Le Conseil communal de Dampremy émet le vœu de voir mettre le plus tôt possible en discussion un projet de loi réalisant la pension des mineurs en s'inspirant de la volonté formellement énoncée par les principaux intéressés.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

(6)

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
---------------------	--

21.

426.

Les sieurs Mohr, Van Alstein et consorts demandent instamment au Sénat de ne sanctionner aucune extension de concession dans la forêt de Soignes, et notamment pour la création de nouveaux sanatoria pour tuberculeux.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Le Président,
Baron DE FAVEREAU.